

15.2 Caractéristiques des sociétés et des EI

Au 1^{er} janvier 2015, plus de 4,2 millions d'entreprises (au sens d'**unités légales**) sont actives en France. Seules 16 700 d'entre elles (0,4 %) emploient plus de 100 salariés. L'industrie manufacturière regroupe 25 % des entreprises de cette taille. Les entreprises de moins de 10 salariés représentent 95 % de l'ensemble des entreprises. La concentration de ces petites entreprises est particulièrement élevée dans le secteur des activités immobilières et dans celui des autres activités de services : leur poids y est de 98 %. Elle est plus faible dans l'industrie manufacturière (86 %). C'est dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration que l'on dénombre le plus d'entreprises sans salarié mais celles-ci y sont sous-représentées. En revanche, elles sont surreprésentées dans les activités de l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale ainsi que dans les activités spécialisées scientifiques et techniques, de service administratif et de soutien.

En 2014, les **entreprises** (au sens du décret d'application (n° 2008-1354) de l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie (LME) des **secteurs d'activité** marchands hors agriculture et secteur financier qui exercent leur activité sur le territoire français dégagent un **chiffre d'affaires hors taxes** de 3 790 milliards d'euros, dont 45 % est réalisé dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration. Le chiffre d'affaires

du secteur industriel atteint 1 025 Md€, soit 27 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des secteurs marchands hors agriculture et secteur financier. Il est porté essentiellement par l'industrie manufacturière. Les frais de personnel de l'ensemble des secteurs marchands hors agriculture et secteur financier augmentent par rapport à 2013. Ils se concentrent essentiellement dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration (216 Md€) et dans l'industrie (178 Md€). La **valeur ajoutée** progresse légèrement en 2014 et atteint 1 073 Md€. Le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration en créent 30 %, celui de l'industrie 24 % et les activités de soutien aux entreprises 15 %. Les investissements corporels bruts hors apports s'élèvent à 183 Md€ en 2014. Les secteurs de l'industrie, du commerce, transports, hébergement et restauration et les activités immobilières en sont les principaux contributeurs.

Avec 74 % de ses entreprises relevant du secteur des services marchands, la France occupe en 2014 une position intermédiaire dans l'Union européenne (UE). Le poids du secteur de la construction dans le tissu d'entreprises est relativement élevé en France (18 %). Enfin, la France fait partie en 2014 des pays de l'UE dans lesquels la part des entreprises de l'industrie dans l'ensemble des entreprises est la plus faible (9 %). ■

Définitions

Entreprise : le décret de décembre 2008 pris en application de la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie du 4 août 2008 (dite LME) définit une entreprise comme la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue « une unité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes ».

Unité légale : entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ou une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique. Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Chiffre d'affaires hors taxes, É sane, excédent brut d'exploitation (EBE), profilage, secteur d'activité, système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene), valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Caractéristiques des sociétés et des EI 15.2

Unités légales selon le nombre de salariés et l'activité

en milliers

	2014	2015						Total
	Total	0	1 à 9	10 à 49	50 à 99	100 à 249	250 ou plus	
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	260,6	161,8	79,7	27,7	3,7	2,8	1,7	277,4
<i>dont industrie manufacturière</i>	227,1	133,6	74,6	26,0	3,5	2,6	1,6	241,9
Construction	530,9	390,8	159,0	24,5	1,3	0,7	0,3	576,6
Commerce, transports, hébergement et restauration	1 144,4	761,7	379,7	60,5	5,7	3,2	1,7	1 212,5
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	779,0	545,2	238,1	35,5	3,5	2,0	1,1	825,4
Transports et entreposage	98,6	67,6	26,5	9,0	1,3	0,9	0,4	105,7
Hébergement et restauration	266,7	148,9	115,1	16,0	0,9	0,2	0,2	281,3
Information et communication	143,3	123,5	25,2	5,7	0,8	0,5	0,3	156,0
Activités financières et d'assurance	139,0	104,1	38,5	3,7	0,4	0,3	0,4	147,4
Activités immobilières	177,2	151,9	29,3	2,2	0,3	0,3	0,1	184,1
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	686,2	573,0	141,0	26,2	2,7	1,6	1,0	745,6
Enseignement, santé humaine et action sociale	537,5	493,9	66,5	12,0	2,7	1,1	0,5	576,8
Autres activités de services	312,5	277,3	67,1	5,1	0,4	0,2	0,1	350,2
Total	3 931,6	3 038,0	985,9	167,7	18,1	10,6	6,1	4 226,5

Note : données définitives au 1^{er} janvier.

Champ : unités légales marchandes hors agriculture (y c. micro-entrepreneurs et sociétés holding).

Source : Insee, Sirene, REE.

Principaux résultats des entreprises par secteur en 2014

en milliards d'euros

	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée	Frais de personnel	Excédent brut d'exploitation	Investissements corporels bruts hors apports	Bénéfice ou perte
Industrie	1 025,0	258,9	177,8	66,1	51,0	37,7
<i>dont industrie manufacturière</i>	868,9	216,5	154,9	46,2	28,5	28,8
Construction	288,9	92,2	74,8	13,9	7,7	9,9
Commerce, transports, hébergement et restauration	1 684,8	322,2	216,2	65,1	45,6	37,4
<i>dont commerce, réparation d'automobiles et de motocycles</i>	1 392,2	203,9	130,6	37,8	17,6	26,3
Information et communication	176,3	81,3	53,8	23,9	8,8	1,6
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	57,9	25,7	19,6	4,2	4,4	60,5
Activités immobilières	74,6	41,0	11,3	24,0	36,6	12,5
Act. spéc., scient. et tech. et act. de services adm. et de soutien	327,3	163,8	128,2	31,0	24,2	42,9
Enseignement, santé humaine et action sociale	98,6	65,7	34,7	28,0	2,2	25,7
Autres activités de services	56,7	21,8	14,9	5,4	2,6	2,4
Total	3 790,1	1 072,5	731,4	261,4	183,0	230,6

Champ : unités légales et entreprises profilées des secteurs marchands y c. auto-entrepreneurs, hors agriculture et hors services financiers et d'assurance (mais y c. auxiliaires de services financiers et d'assurance, sociétés holdings).

Source : Insee, É sane.

Entreprises actives par grand secteur dans quelques pays de l'UE en 2014

en %

	Industrie	Construction	Services ¹	Total en milliers	Industrie	Construction	Services ¹	Total en milliers	
Allemagne	11,5	13,9	74,6	2 818,8	Lettonie	10,8	9,3	79,9	101,0
Autriche (p)	8,9	9,7	81,4	427,4	Lituanie	11,2	15,8	73,0	177,8
Belgique	6,6	16,4	77,0	591,7	Luxembourg	3,1	11,3	85,7	31,2
Bulgarie	10,4	6,0	83,6	332,8	Malte	8,4	14,0	77,7	31,8
Chypre	11,0	14,9	74,1	49,1	Pays-Bas	6,0	14,4	79,6	1 075,5
Croatie	14,8	12,5	72,7	146,8	Pologne	12,8	15,0	72,2	2 025,3
Danemark	9,0	14,4	76,7	218,0	Portugal	8,8	9,8	81,4	793,5
Espagne	7,2	15,5	77,3	2 943,9	Rép. tchèque	18,4	16,8	64,8	1 022,0
Estonie	10,7	12,6	76,7	80,5	Roumanie	10,6	9,2	80,3	696,1
Finlande	10,5	17,0	72,5	294,3	Royaume-Uni	7,1	14,3	78,6	2 219,0
France	8,5	17,9	73,6	3 414,6	Slovaquie	15,9	20,3	63,8	438,1
Hongrie	9,6	10,7	79,7	522,1	Slovénie	15,5	14,6	69,9	137,4
Irlande	6,9	19,9	73,2	238,2	Suède	8,3	14,3	77,4	727,3
Italie	11,1	14,0	74,9	3 846,7	UE	9,9	14,6	75,5	26 264,8

1. Services de l'industrie et des services marchands, sauf l'administration d'entreprises.

Champ : entreprises dans l'industrie et les services marchands, sauf les activités des sociétés holding.

Source : Eurostat.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (– 0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à + 0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à + 0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (– 17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (– 9,3 % pour le gazole, – 6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(– 7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (– 3,9 % fin 2015, après – 2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (– 0,2 % fin 2015, contre + 0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+ 1,2 % en moyenne, après + 1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+ 8,9 %, après + 4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+ 0,6 %, après – 0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+ 5,3 % en moyenne en 2015, après – 4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Évolution 15/14			Fonction de consommation	Évolution 15/14		
	Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Éducation	23	1,5	1,2
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Soins personnels	290	-0,2	0,1
				Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
				Protection sociale	434	1,6	1,4
				Assurances	250	2,6	2,9
				Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

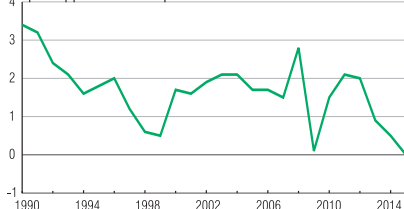
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
France	0,3	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales